

date de dépôt : **01 mars 2021**
date d'affichage en mairie : **08 mars 2021**
demandeur : **SAS CELLNEX FRANCE**
représentant : **M. Alexandre MESTRE**
pour : **Création d'un relais de téléphonie
mobile sur toiture, mise en place d'armoires
techniques, d'un garde-corps autour des
installations**
adresse terrain : **143, PLACE DE LIMELETTE,
à JASSANS-RIOTTIER (01480)**

ARRÊTÉ
D'opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de JASSANS-RIOTTIER

Le maire de JASSANS-RIOTTIER,

Vu la déclaration préalable présentée le 01 mars 2021 par la SAS CELLNEX FRANCE représentée par M. Alexandre MESTRE demeurant 58 AVENUE EMILE ZOLA, à BOULOGNE-BILLANCOURT (92100);

Vu l'objet de la demande :

- pour la création d'un relais de téléphonie mobile sur toiture, la mise en place d'armoires techniques et d'un garde-corps autour des installations;
- sur un terrain situé 143 PLACE DE LIMELETTE, à JASSANS-RIOTTIER (01480) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18 janvier 2012, modifié le 16 janvier 2013, mis à jour le 15 octobre 2013 et le 27 janvier 2017, et modifié le 29/03/2018,

Vu l'arrêté préfectoral, en date du 30/03/2012, portant approbation du Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de la Saône et du Marmont, sur la commune de Jassans-Riottier,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 16 mars 2021,

Considérant que le projet est situé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme en vigueur,

Considérant l'article UA 10 du Plan Local d'Urbanisme concernant la hauteur des constructions, qui dispose que la hauteur maximale des constructions est limitée à 12 mètres, et que les aménagements et extensions de constructions existantes possédant une hauteur supérieure à 12 mètres sont autorisés à condition de respecter la hauteur existante,

Considérant que le projet consiste en la mise en place d'antennes relais, d'armoires techniques et d'un garde-corps sur un bâtiment collectif existant dont la hauteur avant travaux est de 27 mètres au niveau du toit terrasse avec quelques édifices techniques existants, que les antennes relais projetées auront une hauteur maximale de 28,95 mètres et de 29,55 mètres, ce qui va aggraver la hauteur de la construction existante et donc le non-respect de cette disposition réglementaire,

Considérant par conséquent que le projet ne respecte pas les dispositions de l'article UA 10 du Plan Local d'Urbanisme en vigueur,

Considérant l'article UA 11 du Plan Local d'Urbanisme concernant l'aspect extérieur qui dispose que l'implantation, le volume et les proportions des constructions dans tous leurs éléments doivent être déterminés en tenant compte de l'environnement bâti en s'y intégrant le mieux possible,

Considérant que le projet consiste en la mise en place d'antenne relais, d'armoires techniques et d'un garde-corps sur un bâtiment collectif existant dont la hauteur avant travaux est de 27 mètres au niveau du toit terrasse avec quelques édifices techniques existants, que les antennes relais projetées auront une hauteur maximale de 28,95 mètres et de 29,55 mètres très prégnantes dans le grand paysage sans tenir compte du volume et des proportions de l'existant, que le volet paysager fourni au dossier ne permet

pas de garantir la bonne prise en compte de l'environnement bâti et de l'intégration paysagère de ces installations projetées,
Considérant par conséquent que le projet ne respecte pas les dispositions de l'article UA 11 du Plan Local d'Urbanisme en vigueur,

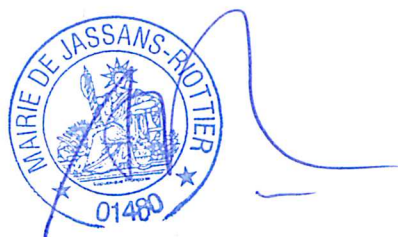
ARRÊTE

Article 1

Il est fait opposition à la déclaration préalable déposée le 01 mars 2021 par la SAS CELLNEX FRANCE représentée par M. MESTRE Alexandre pour la création d'un relais de téléphonie mobile sur toiture avec mise en place d'armoires techniques et d'un garde-corps autour des installations.

A JASSANS-RIOTTIER, le 14 mars 2021

Le Maire,
Jean-Pierre REVERCHON



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.
A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
Le tribunal administratif peut également être saisi d'une requête sur le site internet : www.telerecours.fr.